

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD DU 27 JANVIER 2005

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

(DRÔME-ARDÈCHE)

NOR : ASET0550615M

IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Rhône-Alpes,

D'une part, et

L'union interdépartementale CFTC ;

L'union interdépartementale CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII-1 du titre VIII de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers de travaux publics des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article 8.8 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers de travaux publics comme suit.

ZONE	INDEMNITÉ de repas (en euros)	INDEMNITÉ de transport (en euros)	INDEMNITÉ de trajet (en euros)
Zone 1 a (0 à 5 kilomètres)	8,25	0,70	0,36
Zone 1 b (5 à 10 kilomètres)	8,25	1,71	0,79
Zone 2 (10 à 20 kilomètres)	8,25	3,86	2,29
Zone 3 (20 à 30 kilomètres)	8,25	6,42	3,41
Zone 4 (30 à 40 kilomètres)	8,25	8,76	4,78
Zone 5 (40 à 50 kilomètres)	8,25	11,32	5,70

Article 3

En application de l'article 35 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise travaux publics du 21 juillet 1965, les indemnités de transport et de repas visées à l'article 2 du présent accord, s'appliquent aux ETAM non sédentaires des entreprises de travaux publics.

Article 4

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application, à compter du 1^{er} avril 2005.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valence, Romans et Montélimar pour la Drôme, et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi et de la solidarité et au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Article 7

La prochaine réunion de la commission paritaire « petits déplacements » se tiendra courant septembre 2005.

Fait à Paris, le 27 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)